le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 11 septembre 2016 N° 426 PRIX : 0,60 Euro

Ethiopie

Malgré la répression, la contestation gagne du terrain

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Ethiopie : Malgré la répression, la contestation gagne du terrain

Page 3
Gabon : Bongo ou Ping, deux pantins de l'impérialisme français

Page 4
Mauritanie : L'esclavage,-une pratique barbare qui persiste !

Page 6
- Leur Côte d'Ivoire à eux les riches n'est pas la même que celle des travailleurs
- Leurs débâts sur la réforme constitutionnelle, c'est de la poudre aux yeux…(P. 7)

Page 9
Tchad : Une nouvelle grève des enseignants

Page 10
Madagascar : Les travailleurs ne se laissent toujours pas faire.

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Editorial

Éthiopie

MALGRÉ LA RÉPRESSION, LA CONTESTATION GAGNE DU TERRAIN

Depuis le début du mois d'août, l'opposition au gouvernement éthiopien prend de plus en plus d'ampleur. Quand le district de Wolkait, traditionnellement rattaché à la région Amhara, a été administrativement récemment attribué à la région du Tigré, cela a déclenché des manifestations. Cette décision n'a pas été acceptée par les habitants de la région.

En effet depuis des décennies, les Tigréens ont été bien accueillis dans cette région riche et fertile. Mais désormais ce sont des dirigeants fédéraux tigréens et non amharas qui administreront Wolkait et ses habitants. Lors des manifestations, les forces de Sécurité n'ont pas hésité à réprimer. Il y a eu plusieurs dizaines de morts et des centaines de personnes emprisonnées. Puis le mouvement de protestation s'est vite étendu au-delà de ce district. Maintenant ce sont les habitants des grandes villes de la région d'Amhara qui sont aussi descendus dans les rues pour montrer leur totale solidarité. Encore une fois la répression a continué.

Assez rapidement les populations de la région d'Oromia ont soutenu le mécontentement des Amharas en manifestant dans les grandes villes. Ces populations Oromos sont depuis des mois en lutte contre le gouvernement. En effet l'État accapare des centaines de milliers d'hectares de terre pour les vendre à de gros capitalistes en chassant les paysans. Dans l'affrontement avec les forces de Sécurité, il y a déjà eu des centaines de morts dans cette région. Cette fois-ci les Oromos ont fait cause commune avec les Amharas. Mais le gouvernement continue à réprimer.

En réaction à la férocité du pouvoir central dans ces deux régions, les grandes villes ont été déclarées « villes mortes ». Les habitants sont restés chez eux. Cela a eu beaucoup de succès. Dans certains endroits, les forces de Sécurité ont essayé de faire sortir de force les habitants de leurs maisons. Ceux qui résistaient ont été bastonnés, emprisonnés et même tués. Beaucoup de gens ont fui en brousse. Les autorités ne donnent aucun chiffre sur le nombre de victimes. Mais cela pourrait se compter par centaines ou par milliers.

Ce qui se passe ces jours-ci en Ethiopie est le résultat d'une politique menée par les dirigeants au pouvoir depuis vingt-cinq ans. En 1991, le Front de Libération du Tigré (TPLF) a pris le pouvoir en éliminant le dictateur Mengistu Hailé Mariam. Le successeur, Meles Zenawi, a créé le parti

gouvernemental : le Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples Éthiopiens (EPRDF) dont le TPLF demeure la composante dominante. Au cours des élections, des députés EPRDF ont de ce fait remporté la majorité au parlement. En même temps, les dirigeants ont subdivisé le pays en huit Fédérations autonomes correspondant environ aux huit grandes ethnies du pays. Le fait de subdiviser les régions par ethnie est nouveau dans son genre, en tout cas dans l'histoire du pays. Les Tigréens représentent 6% de la population alors que les Oromos et les Amharas sont à environ 60%. Ainsi ces deux ethnies considèrent que le gouvernement actuel n'est pas représentatif, et en plus, prend des mesures sans tenir compte de l'avis des populations.

Depuis vingt-cinq ans, ce gouvernement au pouvoir a pris soin de mettre à la tête de l'État et de l'administration, des hommes de l'ethnie Tigré, ainsi que les grands officiers de l'armée et de la police. De même, il est de notoriété publique que la région du Tigré a toutes les faveurs de l'État pour la construction d'écoles, d'université, d'hôpitaux, de routes et d'aménagement des villes.
Le pays, comme la plupart des pays d'Afrique, est frappé par la crise économique. Et cette politique ethniste et régionaliste exaspère encore plus les populations et ne fait qu'empirer la situation.

Pour l'instant, l'opposition s'exprime plus ouvertement à l'étranger, plus particulièrement aux États-Unis et en Europe, à travers la radio et la télévision. Le gouvernement tente d'empêcher ces diffusions en fermant les médias et en emprisonnant des journalistes. Il n'y arrive pas complètement. L'opposition de la diaspora organise des manifestations dans les grandes villes d'Amérique du nord et d'Europe. Elle essaie de briser le mur du silence des grandes puissances en dénonçant la répression qui sévit en Éthiopie.

C'est dans ce cadre de mécontentement qu'aux Jeux olympiques le marathonien éthiopien, Feyisa Lilesa, a franchi la ligne d'arrivée les bras levés et croisés en signe de protestation contre la dictature dans son pays.

Les États impérialistes d'Europe et d'Amérique font semblant de ne pas se préoccuper de cette situation car ils ne veulent pas mettre à mal le gouvernement éthiopien aux yeux du monde. Ce pays leur sert de gendarme en Afrique de l'Est comme avant-poste pour la lutte contre le terrorisme venant surtout de Somalie. Ce service rendu à l'impérialisme permet à l'Éthiopie de recevoir des aides financières et militaires.

Dans ce pays, il existe une classe ouvrière importante dans les zones industrielles et dans les chantiers. Lors des mouvements « villes mortes » elle a participé en arrêtant le travail et en restant à la maison dans l'administration et les services des grandes villes d'Oromia et d'Amhara mais pas à Addis-Abeba ni dans les grands chantiers. Cela montre que dans ce pays il manque une organisation de la classe ouvrière capable de rassembler les revendications des libertés démocratiques des peuples au-delà de leurs origines ethniques et régionales.

Gabon

BONGO OU PING, DEUX PANTINS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le Gabon est actuellement confronté à une crise postélectorale. Après la publication des résultats de l'élection présidentielle du 27 août dernier le pays a connu des jours de tumulte. Selon les sources, il aurait eu entre 3 et plus de 100 morts, sans compter les blessés et plus d'un millier d'arrestations. Ce pays de l'Afrique cen-

trale, avec une population avoisinant les deux millions d'habitants, fait partie du pré carré de l'impérialisme français en Afrique noire. Pays forestier, minier et pétrolier, le Gabon, fief de l'ex-empire d'ELF, a connu une certaine stabilité jusqu'à la mort d'Omar Bongo qui a régné d'une main de fer sur le pays pendant plus de 40 ans sous la protection de l'État français. Comme dans tous les pays africains, la majorité de la population croule sous la misère, malgré les immenses ressources du pays.

Libreville 01 SEPTEMBRE 2016 : Manifestation après l'annonce de la victoire de Bongo

Ali Bongo, fils de l'ancien président Omar Bongo, a succédé à son père à la tête du PDG (Parti Démocratique du Gabon) après le décès de ce dernier en 2009. Il a été « élu » pour 7 ans lors des scrutins précédents dans des conditions plus que douteuses. Cela avait aussi entraîné des contestations, qui ont fini par être réprimées.

Cette année, le scrutin a mis surtout en confrontation Jean Ping et Ali Bongo, les 8 autres candidats ayant totalisé moins de 2% des votants.

Sans même parler des liens familiaux, Ping et Bongo sont deux personnes formées au même moule sous la houlette de Bongo père et le regard bienveillant des dirigeants français. Depuis 1972, Ping a occupé de hautes fonctions au sein de l'État gabonais. En tant que ministre, il a œuvré au bradage des ressources de ce pays et à la paupérisation des masses pauvres ; lui-même s'est enrichi grâce à ce pillage. Le 19 février 2014, il annonce sa démission du Parti démocratique gabonais (PDG) et entre en conflit ouvert avec son ami et beau-frère, Ali Bongo. Il veut sa place. Autant dire que choisir entre l'héritier d'une dynastie usé par le pouvoir et un personnage tout aussi pourri, c'est bonnet blanc, blanc bonnet.

L'impérialisme français finira-t-il par pousser Bongo vers la porte de sortie? Cela dépendra du calcul des dirigeants de l'Etat français en fonction des intérêts de leur bourgeoisie dans cette région. Les tractations en coulisse qui ont cours actuellement décideront qui de Bongo ou de Ping aura l'aval de l'impérialisme pour occuper le fauteuil présidentiel pour les sept années à venir. Ce qui est sûr, c'est que quel que soit le président choisi, les exploités gabonais ne peuvent y fonder aucun espoir.

MAURITANIE

L'ESCLAVAGE, UNE PRATIQUE BARBARE QUI PERSISTE !

Le 18 Août dernier, 13 militants anti-esclavagistes de l'ONG Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA), ont été condamnés par l'Etat mauritanien à des peines allant de 3 à 15 ans de prison. Leur arrestation a fait suite à une manifestation organisée le 29 juin dernier par les habitants d'un bidonville de Nouakchott menacés d'expulsion. Les autorités accusent les 13 hommes de « rébellion, usage de la violence, attaque contre les pouvoirs publics, attroupement armé et appartenance à une organisation non reconnue ». Des condamnations de ce genre sont monnaie courante dans ce pays. En Janvier 2015, le responsable de l'un des principaux mouvements de lutte contre l'esclavage ainsi qu'un autre membre ont été condamnés à deux ans de prison pour des motifs similaires. En avril, un jeune blogueur anti-

esclavagiste a été condamné à mort pour « apostasie ». La liste de telles arrestations serait longue à égrener.

La pratique de l'esclavage dans cette région remonte à un lointain passé. Il a fallu attendre1981 pour qu'il soit aboli officiellement. Le 13 août 2015 une autre loi fut votée pour considérer l'esclavage comme un crime contre l'humanité, passible de 10 à 20 ans d'emprisonnement.

Et pourtant, l'esclavage en Mauritanie persiste et est un phénomène bien réel. Ceux qui en sont les victimes font partie de la population noire : les Haratines. Les maîtres sont des riches de l'ethnie des Bidhans (des « Maures blancs »). Cet esclavage se manifeste aujourd'hui sous forme de privation de libertés dès la naissance, maltraitances, trafics d'êtres humains, viols, etc. À ce jour ce phénomène concernerait environ 150 000 personnes, soit 4 % de la population.

Les autorités de ce pays, en parole, prétendent lutter contre ce phénomène et elles ne sont pas gênées de faire voter des lois pour montrer qu'elles font quelque chose. Mais en réalité, elles ferment les yeux car les esclavagistes font partie de la classe dominante, c'est-à-dire de ceux qui possèdent l'argent et le pouvoir. Elles s'en prennent plutôt aux militants qui dénoncent ce phénomène en les harcelant et en les emprisonnant.

Le capitalisme est un système d'exploitation de l'homme par l'homme, il s'accommode bien de ce genre d'esclavagisme d'un autre âge. En détruisant ce système, les travailleurs mettront fin à toutes ces barbaries du passé.

CÔTE D'IVOIRE

LEUR CÔTE D'IVOIRE À EUX LES RICHES N'EST PAS LA MÊME QUE CELLE DES TRAVAILLEURS

Toutes les occasions sont bonnes pour l'actuel président de s'auto-féliciter. Et quand ce n'est pas directement lui qui le fait, la presse gouvernementale, la télé et la radio s'en chargent à longueur de journée. Des athlètes ivoiriens rapportent des médailles, c'est grâce à « *l'esprit nouveau* » insufflé par le président ! Des artistes ont quelques succès au-delà des frontières nationales, c'est encore lui qui essaye de tirer la couverture. Partout on n'entend que le couplet sur la « *Côte d'Ivoire qui gagne* ».

Ils nous disent que l'économie ivoirienne va très bien ; ils sont ravis des bons chiffres de la croissance économique que la Banque mondiale a attribués à la Côte d'Ivoire et du palmarès annuel de cette institution financière plaçant ce pays comme la « *première puissance sub-saharienne* ». Mais les travailleurs n'ont pas à en être fiers car leurs conditions d'existence ne font qu'empirer. Ce sont les salaires de misère, les cadences infernales, les heures supplémentaires non payées, les contrats journaliers, le travail non déclaré à la CNPS, etc.

De plus, nos maigres salaires sont rongés par l'augmentation des prix des denrées, du loyer, du transport, de l'électricité, entre autres. La rentrée scolaire qui s'approche n'annonce rien de bon pour les familles à revenus modestes car cela va générer des dépenses supplémentaires occasionnées pour une scolarisation de plus en plus dégradée. C'est cela la Côte d'Ivoire des pauvres, ce n'est pas la même que celle des riches.

Cette situation injuste ne peut pas durer éternellement. Il faut que ça change un jour. Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir feront tout pour maintenir cet

ordre établi en faveur des capitalistes car non seulement ils sont poings et pieds liés aux intérêts des possédants mais eux-mêmes font partie du monde des exploiteurs. Quant au FPI, le principal parti d'opposition, même s'il parait élever le ton en ce moment contre le pouvoir, ce n'est pas du tout sur le terrain des travailleurs et des couches populaires. Les dirigeants de ce parti disent qu'ils vont mobiliser leurs adhérents et sympathisants contre la réforme constitutionnelle telle qu'elle sera proposée par Ouattara lors du prochain référendum. Ils vont peut-être organiser des marches et des meetings mais les travailleurs et les petites gens n'ont aucun intérêt à se laisser distraire par leurs discours démagogiques. Ils n'ont rien à attendre de ces politiciens-là car lorsqu'ils étaient hier au pouvoir derrière Gbagbo, ils ont aussi contribué à l'exploitation des travailleurs et des petits paysans et à l'aggravation de leurs conditions d'existence.

Pour changer leur sort, les exploités ne peuvent compter que sur leurs seules forces. Les seules améliorations qu'ils peuvent attendre, ils ne les obtiendront que grâce à leurs luttes.

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS ÊTRE LES LAISSÉS-POUR-COMPTE DE « L'ÉMERGENCE » FAÇON OUATTARA

Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de croissance de la Côte d'Ivoire en 2016 atteindra 8,5%. Ce pays attire en effet de plus en plus de capitaux grâce à sa relative stabilité politique retrouvée après plusieurs années de crise et de guerre. Les grands capitalistes de l'ancienne puissance coloniale sont les premiers à se frotter les mains. Déjà l'année dernière, l'ambassadeur de France de Côte d'Ivoire déclarait avec une certaine fierté que : « *Aujourd'hui (le 14 juillet 2015), les entreprises françaises établies en Côte d'Ivoire emploient directement 40 000 personnes, contribuent à hauteur de 50 % aux recettes fiscales et de 30 % au produit intérieur brut (PIB)...* ». Ce sont en effet, les Bouygues (eau, électricité, BTP), les Bolloré (chemin de fer, port à conteneurs, hévéa, cigarettes), les Colas (construction de routes) et autres opérateurs de la téléphonie comme Orange, qui sont les premiers bénéficiaires de cette croissance économique.

Mais cette richesse ne tombe pas du ciel. Elle provient de l'exploitation féroce des travailleurs des villes et des campagnes. Ce sont les bas salaires et les conditions inhumaines qu'ils imposent à la classe laborieuse qui permettent aux capitalistes d'amasser des fortunes et aux dirigeants politiques de s'enrichir en vidant les caisses de l'État.

Oui, dans ce pays les riches deviennent de plus en plus riches. Les villas, les belles voitures et les magasins de luxe fleurissent dans les beaux quartiers. Mais pour la grande majorité de la population, c'est la misère au quotidien. Au fil des ans le niveau de vie des travailleurs recule. Le prix des loyers, du transport, de la nourriture, de la scolarité des enfants (pour ne citer que quelques-unes des principales dépenses des familles pauvres) augmentent sans arrêt alors que les salaires ne suivent pas.

Mais cette réalité-là n'est pas une fatalité. Les travailleurs, de par leur nombre et la position qu'ils occupent dans l'économie, ont les moyens d'imposer leurs droits à une existence décente. Ce sont eux qui produisent les richesses, construisent les routes et les bâtiments, entretiennent les machines et conduisent les engins. Sans eux, rien ne fonctionnerait. Leur arme principale

pour changer cet état de choses, c'est la grève. Ils ont déjà montré maintes fois leur force lors des récentes luttes dans le secteur du bâtiment mais aussi dans les usines, dans le port et le transport public, entre autres. Ils ont montré qu'ils ont la capacité de s'organiser et de faire aboutir leurs revendications lorsqu'ils sont déterminés. Ils peuvent s'appuyer sur leurs expériences des luttes passées pour en mener d'autres, plus larges pour être plus forts. C'est la seule manière de se faire craindre et d'imposer notre droit à une vie digne au patronat et au gouvernement à son service.

CÔTE D'IVOIRE

LEURS DÉBATS SUR LA RÉFORME CONSTITIONNELLE, C'EST DE LA POUDRE AUX YEUX POUR MASQUER LES VRAIS PROBLÈMES

Depuis plusieurs mois, la vie politique en Côte d'Ivoire tourne autour de la question du projet de la réforme constitutionnelle que Ouattara a décidé de soumettre au référendum à la fin du mois d'octobre de cette année.

Il veut créer un poste de vice-président qui prendrait la place de chef de l'Etat en cas de vacance de pouvoir, un sénat dont les membres ne seraient pas élus mais désignés, une « *Chambre des rois* » où siègeront des roitelets traditionnels bénéficiant de salaires et autres avantages aux frais de l'État. C'est ainsi qu'il veut, selon ses propres termes, « *promouvoir la culture et les valeurs de la Côte d'Ivoire nouvelle* ». Remettre ces parasites fossiles du Moyen Âge africain au goût du jour, c'est cela sa conception de la « *nouvelle Côte d'Ivoire* » !

Certains dirigeants de l'opposition lui reprochent de vouloir instaurer « *un exécutif tricéphale* », de « *choisir son successeur* ». D'autres, ou les mêmes, lui reprochent, peut-être non sans raison, d'avoir des « *intentions cachées* ». Du coup, des proches de Ouattara se sont sentis obligés de prendre la parole pour dire que leur chef n'a pas l'intention de briguer un troisième mandat (chose que l'actuelle Constitution lui interdit).

Il est aussi question de modifier l'article controversé de la loi dite fondamentale qui stipule que pour avoir le droit de briguer le poste de président de la République, il faut être « *né de père et de mère ivoiriens, eux-mêmes ivoiriens d'origine* ». C'est cela qui a dans le passé servi de prétexte à Bédié puis à Gbagbo pour écarter par deux fois Ouattara de la candidature à la présidence au nom de sa « *nationalité douteuse* ». Il s'en est suivi toute une propagande haineuse autour de « l'Ivoirité » à laquelle Bédié et Gbagbo ont participé. Cela s'est traduit par des massacres à caractères ethniques puis par la partition du pays entre le nord et le sud. Il y a eu ensuite une guerre civile atroce qui a fait des milliers de morts et des dizaines de milliers de déplacés. Alors, tant mieux si on supprime des lois qui enveniment la coexistence entre les différentes populations et ethnies de ce pays. Mais sachons que ce ne sont pas les lois qui empêcheront demain les politiciens d'entrainer de nouveau les populations dans un bain de sang pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Le principal parti de l'opposition, le FPI de l'ex-président Gbagbo, fait feu de tout bois et essaye de mobiliser ses troupes pour s'opposer à toute modification de la Constitution tant qu'un « *consensus* » ne serait pas trouvé entre le pouvoir et lui sur l'ensemble des textes. Il remplit des pages et des pages de ses publications par des débats fumeux entre des prétendus constitutionalistes. Ce faisant, il ne fait que rendre un service au pouvoir de Ouattara car pendant que les uns et les autres se focalisent là-dessus, on ne parle ni de la vie chère, ni des salaires de misère, ni de divers autres problèmes dont souffrent les populations

pauvres de ce pays. Or, ce sont les réponses à ses questions-là qui sont vitales.

CÔTE D'IVOIRE

LA VÉRITABLE CAUSE DE LA RELATIVE PÉNURIE DE DENRÉES VIVRIÈRES N'EST PAS LÀ OÙ ON LE DIT

Une récente pénurie de manioc a entrainé un brusque renchérissement du prix de l'attiéké, une denrée de base fabriquée à partir du manioc. De nombreuses familles sont obligées de s'en priver, faute de moyens. Le prix de l'igname, de la banane, des tomates, des aubergines, ont aussi augmenté. La difficulté de se nourrir qui était déjà bien réelle est devenue un sujet d'inquiétude encore plus obsédant pour une partie toujours plus grande de la population laborieuse dont les revenus sont réduits à la portion congrue.

Les ministres et les prétendus experts en climat ont tour à tour accusé le « *réchauffement climatique* » ou la sècheresse, d'être les responsables de cette pénurie. Mais la récente sécheresse relative, si tant est qu'elle a eu son effet, n'est pas la véritable cause du renchérissement des produits vivriers. La véritable cause est à chercher dans le fait que les cultures de rentes comme l'hévéa, le cacao ou l'anacarde (encouragées par l'État parce que cela lui rapporte des devises) prennent de plus en plus de terres agricoles, au détriment des cultures vivrières.

Poussés par l'espoir de toucher un revenu conséquent dans la pratique de ces cultures d'exportation, les petits paysans y mettent toute leur énergie et y consacrent le maximum de leur terre. C'est ainsi qu'ils se retrouvent dans une situation où eux-mêmes ne produisent plus ou pas assez de cultures vivrières pour leur propre subsistance. Ils sont alors contraints d'acheter des produits qu'ils cultivaient auparavant. C'est ainsi que l'on constate que des habitants de certaines localités proches d'Abidjan comptent désormais sur leurs familles travaillant dans la capitale pour leur faire parvenir des denrées comme le piment, l'aubergine ou la tomate alors qu'il n'y a pas longtemps, ce sont eux qui fournissaient ce genre de produits à leurs familles implantées dans les villes.

Il y a quelques années le prix de vente de l'hévéa avait grimpé jusqu'à environ 1000 Francs Cfa le kilo. Ce prix relativement élevé a provoqué une sorte de ruée des petits planteurs vers cette culture. Mais entre le moment où le paysan décide de se mettre à l'hévéa et celui où il commencera à recueillir la fameuse sève qui sert à fabriquer le caoutchouc, il faut au moins 5 à 7 ans selon la qualité de la terre, l'hygrométrie, la quantité d'engrais et de produits phytosanitaires que le paysan consacre à sa plantation. Au moment où celui-ci veut vendre son produit, le prix n'est pas forcément celui qu'il espérait. Il ne peut pas facilement faire marche-arrière car il a déjà investi de l'argent et du travail. Il ne peut pas non plus stocker sa récolte et attendre une hypothétique hausse du prix. Il se retrouve pieds et poings liés aux entreprises de l'agro-industrie et contraint de se plier au prix du marché international qui varie à chaque instant à cause de la spéculation mondiale.

Aujourd'hui le prix de l'hévéa au producteur est descendu à 265 Francs Cfa le kilo. Il y a quelques temps, il était même tombé bien en dessous. Le petit paysan se trouve parfois étranglé de dettes car il a misé sur un prix plus élevé de son produit. C'est alors la ruine et le désespoir ainsi que le risque de sombrer dans la misère. C'est ainsi que le capitalisme mondial étrangle les pays pauvres et affament des millions de familles à travers le monde.

Tchad

DES ENSEIGNANTS DE NOUVEAU EN GRÈVE

À cause des conditions de vie des travailleurs et des petites gens qui deviennent de jour en jour plus difficiles, les grèves ne cessent d'éclater ça et là, dans le pays.

Un tract revendicatif du Syndicat des enseignants.

Le 22 juillet dernier, des employés de la télévision d'État, l'ONRTV, considérés comme des privilégiés, se sont néanmoins mis en grève pour l'augmentation de leurs salaires et exiger une amélioration des conditions de travail.

À propos de cette grève, le Secrétaire général de l'UST (Union des syndicats du Tchad) a notamment déclaré : « *Nous avons soutenu cette grève par un communiqué et si ça perdure nous sommes capables d'appeler les autres syndicats à cesser le travail pour grever en soutien de nos camarades …* »

Cette grève n'est pas terminée qu'une autre a éclaté. Le 23 août, le Syndicat des enseignants du Tchad (SET) a appelé à cesser le travail pour exiger le versement du salaire de juillet. Selon son Secrétaire général, la « reprise du travail sera conditionnée par le versement intégral des salaires de tous les enseignants ». Rappelons que plusieurs fois le SET a appelé à la grève.

À l'annonce de cette nouvelle grève, des élèves du primaire et du secondaire, en solidarité avec leurs maîtres et professeurs, ont manifesté dans les rues de Ndjaména, brisant certains édifices publics, se servant au passage dans des magasins.

Le nouveau prétexte que nos dirigeants ont trouvé pour ne pas donner suite à ces deux mouvements de grève, c'est que le pétrole ne fait plus recette, et qu'il manque d'argent.

À ce propos, un haut responsable du MPS, parti politique au pouvoir fondé par le dictateur Idriss Deby a claironné : « *La situation économique et financière du pays exige de nous un sacrifice. Si nous voulons assurer la régularité des salaires, il va falloir prendre ces mesures-là (…) Ce sont des mesures très difficiles ! C'est une pilule difficile à avaler parce que c'est très amer, mais mieux vaut avaler la pilule maintenant pour avoir la santé d'ici six mois…* »,

« Nous », c'est les autres. Ceux à qui on demande d'avaler cette « pilule très amère » sont les travailleurs et les petites gens. Nos dirigeants, eux, ne sont pas concernés. Ils vont continuer à s'enrichir, à jouir de leurs privilèges, à vivre dans des maisons luxueuses, à rouler dans des voitures de luxe …

Jusqu'au jour les travailleurs et les masses pauvres vont piquer une grosse colère qui va tous les balayer.

RENTRÉE SCOLAIRE DANS DES CONDITIONS INADMISSIBLES

La rentrée scolaire de cette année est prévue pour 15 septembre mais les conditions d'accueil ne semblent pas remplies. Presque tous les établissements scolaires sont dans un état déplorable. Partout, le constat est quasiment le même.

À Ndjaména des cours de récréation sont envahies par les herbes ; certaines sont

transformées en champs de maïs ou en potager. Les eaux pluviales et les inondations qui ont envahi des cours et certaines salles de classe ne sont toujours pas évacuées.

Dans les autres villes du pays, la situation n'est guère mieux. Des parents d'élèves, soucieux de l'avenir de leurs enfants, mettent parfois la main à la pâte, par exemple en évacuant les eaux des cours et des salles de classe, en réparant ou en se cotisant pour acheter des tables ou des bancs. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Que fait l'État ?

Nos dirigeants, tous des corrompus, tous des voleurs, sont beaucoup plus préoccupés à s'enrichir en puisant dans la caisse de l'État qu'à penser à la chose publique. La rentrée scolaire par exemple ne fait pas partie de leur premier souci.

MADAGASCAR

LES TRAVAILLEURS NE SE LAISSENT PAS TOUJOURS FAIRE.

Des travailleurs de ce pays ne restent pas forcément les bras croisés. C'est ainsi que dans certaines zones industrielles franches d'Antananarivo, les travailleurs du secteur de la confection de vêtements destinés à l'exportation, ont explosé de colère à maintes reprises. Ce fut le cas dans la zone de Tanjobata il y a quelques semaines, ce fut aussi le cas dans des ateliers d'autres zones industrielles. Ces mouvements, sporadiques certes, sont tout de même bien réels. Certaines fois ils ont éclaté contre les abus, contre la brutalité physique d'un dirigeant d'entreprise. D'autres fois c'est contre la mise à la porte de travailleurs combatifs syndicalistes ou pas, qualifiés de « meneurs ». La revendication salariale est toujours présente.

Il arrive même que les autorités y dépêchent des officiers de police pour venir au secours de ces patrons qui parfois ne parlent ni le malgache ni le français, les deux langues les plus pratiquées dans le pays. Cela est dû au fait que quelques-uns sont arrivés de fraîche date dans le pays. Mais on se doute bien que ce n'est pas pour jouer aux traducteurs linguistiques que ces galonnés des forces de l'ordre capitaliste sont dépêchés dans les entreprises. Leurs contingents armés restent à proximité, prêts à intervenir. Le rôle de ces officiers, c'est surtout de réprimer ces mouvements, dissuader à tout prix les travailleurs de les continuer.

DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Dans les quartiers populaires de la capitale, trois cadavres de personnes pauvres ont été ramassés par les services d'hygiène le l5 août à Antananarivo. Ces personnes démunies sont-elles mortes de froid ? De faim ? De maladie ? Sans doute des trois à la fois. Rien que dans cette ville, des corps d'êtres humains recroquevillés, emmitouflés dans des vêtements en loque, jonchent de nombreux trottoirs. Les morgues sont remplies et si au bout de quelques jours, personne ne vient les réclamer, ces corps sont jetés dans la fosse commune.

D'année en année, les conditions de vie de l'immense majorité des classes pauvres, parmi lesquelles il y a les travailleurs, se détériorent tandis que à l'autre pole, l'enrichissement des classes riches, leur mépris et leur arrogance, sont une réalité de plus en plus palpable. Le fossé social entre riches et pauvres ne cesse de se creuser.

Dans les quartiers situés en contrebas de cette ville la plus grande du pays, les habitants manquent du minimum. Des queues de plusieurs heures se forment devant les bornes-fontaines existantes pour avoir un

peu d'eau à boire, faire cuire les aliments, se laver.

La JIRAMA, qui fournit l'eau et l'électricité, procède à des délestages qui durent plusieurs heures, surtout le soir quand la demande en électricité y est grande. Bien entendu les riches demeures, généralement situées ailleurs, ne sont pas concernées par ces délestages sélectifs.

Nul n'ignore qu'il y a de l'électricité dans l'air ››... et si le tonnerre social éclatait, cela ne pourrait être que salutaire.

.